

Grenoble, le **04 AOUT 2020**

## Arrêté portant désignation des membres de la commission de contrôle de la commune de CLAIX *m<sup>o</sup> 38-2020-08-04-016*

LE PREFET DE L'ISERE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code électoral, notamment les articles L. 18, L. 19 et R. 7 à R.11 ;

VU l'article 14 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. Lionel BEFFRE en qualité de Préfet de l'Isère ;

VU les arrêtés préfectoraux instituant une commission de contrôle des listes électorales dans chaque commune ;

VU les propositions du Maire de la commune ;

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** – Suite au renouvellement général des conseils municipaux de 2020, une commission de contrôle chargée de la régularité des listes électorales est installée dans la commune de Claix et est composée comme suit :

Prénom et NOM	Qualité
Robert KELLER	Conseiller municipal titulaire
Robert TRECOZZI	Conseiller municipal titulaire
Josiane GIRAUD	Conseillère municipale titulaire
Annie CHIANTIA	Conseillère municipale suppléante
François GIRARD	Conseiller municipal suppléant
Sébastien MOREL	Conseiller municipal suppléant
Isabelle COMTE DELPLACE	Conseillère municipale titulaire
Nathalie COTTE	Conseillère municipale titulaire
Luc MARTIGNAGO	Conseiller municipal suppléant
Yann GUERIN	Conseiller municipal suppléant

**ARTICLE 2** – La composition de la commission de contrôle est rendue publique par affichage du présent arrêté sur les panneaux officiels d'informations municipales et mise en ligne sur le site internet de la commune lorsqu'il existe.

**ARTICLE 3** – Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Isère et le Maire de la commune de Claix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Isère.

Le Préfet *Pour le Préfet, par délégation*  
Le Secrétaire Général

*Philippe PORTAL*

Conformément aux articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le recours contentieux peut être effectué par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)